

Facteurs de risque au regard de l'illettrisme : Près d'un adulte sur deux peu ou pas diplômé dans les Hauts-de-France

Insee Analyses Hauts-de-France • n° 190 • Mars 2025



En 2022, en France métropolitaine, 10 % des personnes âgées de 18 à 64 ans ayant suivi une partie de leur scolarité en France ne maîtrisent pas les fondamentaux à l'écrit ou en calcul. Ces personnes ne peuvent pas être autonomes dans des situations simples de la vie courante. Les difficultés diminuent à mesure que le niveau de diplôme augmente. Les personnes n'ayant pas débuté leur scolarité en France ou les plus âgées sont également plus concernées qu'en moyenne. Dans les Hauts-de-France, la part de la population peu ou pas diplômée est élevée dans des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de l'Aisne, de l'est de la Somme ou du sud du littoral. Certains de ces territoires présentent également des fragilités sociales marquées, avec par exemple une part élevée de chômeurs, l'un des publics cibles des actions de lutte contre l'illettrisme.

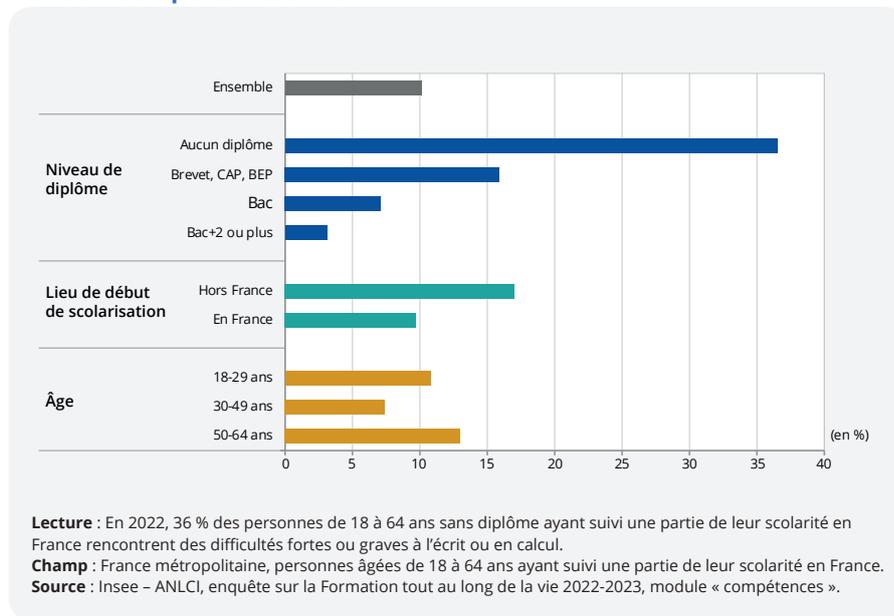
Cette étude est le fruit d'un partenariat entre l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) et l'Insee. Le centre régional de ressources pour les professionnels (C2RP), la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Dreets), France Travail, la Région, la Région académique et la Préfecture y ont contribué en tant que partenaires techniques. En particulier, les données sur les Journées défense et citoyenneté ont été fournies par la Région académique.



► 1. Part des personnes rencontrant des difficultés fortes à l'écrit ou en calcul selon le diplôme, le lieu où a débuté la scolarisation et l'âge en France métropolitaine en 2022

En France métropolitaine, en 2022, 10 % des personnes de 18 à 64 ans ayant suivi une partie de leur scolarité en France ► **figure 1**, éprouvent de **fortes difficultés** à l'écrit ou en calcul ► **sources**. La non-maîtrise des fondamentaux à l'écrit ou en calcul a des conséquences sur la vie personnelle et l'insertion professionnelle. Elle complique l'accès et l'appropriation de certains services dans la vie quotidienne tels que les démarches administratives.

Les compétences en littératie et en numératie sont fortement liées au niveau de diplôme : les personnes ayant suivi un cursus d'études plus long ont une meilleure maîtrise des compétences de base. Ainsi, 36 % des personnes sans diplôme et 16 % des titulaires d'un brevet, BEP ou CAP rencontrent des difficultés à l'écrit ou en calcul, alors que cette part n'est que de 7 % pour les titulaires d'un bac et de 3 % pour les diplômés du supérieur. Pour les non-diplômés, les difficultés s'avèrent particulièrement marquées lorsque la scolarité a été interrompue précocement : elles concernent 44 % des personnes l'ayant arrêtée avant la fin du collège.



Dans une moindre mesure que le diplôme, les disparités, notamment à l'écrit, sont également liées au lieu où a commencé la scolarité. Ainsi, les personnes ayant effectué une partie de leur scolarité en France mais l'ayant débutée à l'étranger, rencontrent plus fréquemment des difficultés (17 %)

que les autres (10 %). Cette différence peut s'expliquer par la barrière linguistique et l'apprentissage plus tardif de la langue française influençant l'acquisition des compétences. D'autres facteurs, tels que la situation sociale des parents, peuvent également contribuer à ces difficultés.

Lecture : En 2022, 36 % des personnes de 18 à 64 ans sans diplôme ayant suivi une partie de leur scolarité en France rencontrent des difficultés fortes ou graves à l'écrit ou en calcul.
Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 18 à 64 ans ayant suivi une partie de leur scolarité en France.
Source : Insee - ANLCI, enquête sur la Formation tout au long de la vie 2022-2023, module « compétences ».

En outre, des écarts existent selon l'âge, avec des difficultés plus prononcées pour les 50-64 ans (13 %) que pour les 30-49 ans (7 %). Une scolarité parfois plus courte pour les plus âgés peut expliquer cette différence et, dans une moindre mesure, un phénomène de désapprentissage progressif. Une activité professionnelle mobilisant peu les compétences acquises au cours de la scolarité peut en effet contribuer à une perte progressive des acquis. Les jeunes générations se trouvent dans une situation intermédiaire, avec 11 % d'entre eux en difficulté, principalement du fait de leurs lacunes en numératie.

Une part élevée de personnes peu ou pas diplômées dans la région

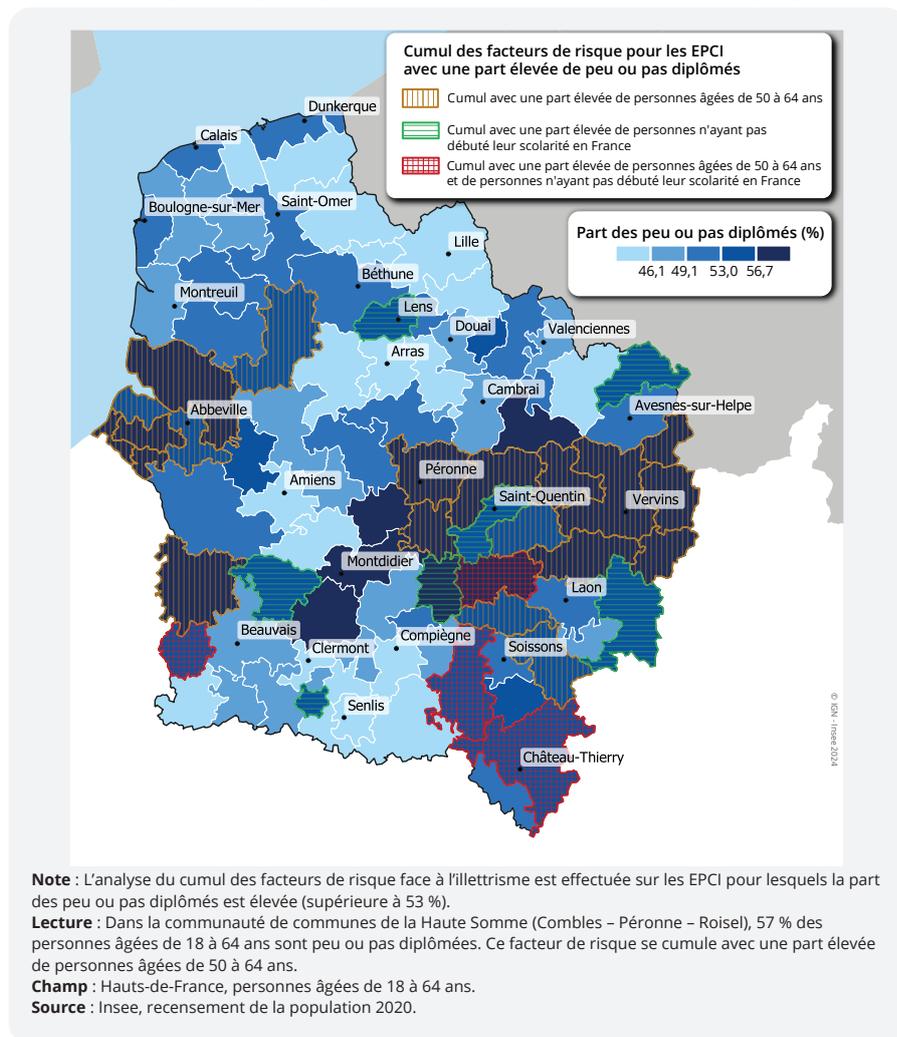
En l'absence de mesure à une échelle locale des difficultés à l'écrit ou en calcul, disposer d'indicateurs à un niveau géographique fin est nécessaire pour prévenir et agir contre l'illettrisme. Identifier les territoires présentant des facteurs de risques au regard de l'illettrisme, notamment ceux avec une population ayant un faible niveau de diplôme permet de cibler des zones à enjeu en matière de politiques publiques. Cette fragilité peut se cumuler avec des parts élevées de personnes âgées de 50 à 64 ans ou ayant commencé leur scolarité à l'étranger.

Dans les Hauts-de-France, 1 631 000 personnes de 18 à 64 ans détiennent au plus un CAP ou un BEP. Cette population **peu ou pas diplômée** représente 46 % de cette tranche d'âge, soit la 2e part la plus élevée de France métropolitaine (40 %), juste derrière la Bourgogne-Franche-Comté (47 %). Dans la région, 627 000 personnes ont arrêté leur scolarité avant la fin du collège, soit 20 % des peu ou pas diplômés (16 % en France métropolitaine). Or, suivre des études permet de limiter les risques d'éprouver des difficultés à l'écrit et en calcul, les compétences progressant avec le niveau d'études.

Les territoires de l'Aisne et du littoral de la Somme cumulent les facteurs de risque

Au sein de la région, la part des peu ou pas diplômés dépasse 53 % dans la plupart des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) axonais, à l'est et sur le littoral de la Somme ainsi qu'au nord de l'Oise et dans certains EPCI du bassin minier comme celui de Lens ► **figure 2**. Les habitants de ces territoires présentent probablement des difficultés accrues en littératie et en numératie. À l'inverse, la part des peu ou pas diplômés est plus faible dans la métropole lilloise et ses alentours, dans les agglomérations d'Amiens et d'Arras ainsi que dans le sud de la région. Pour autant, dans ces EPCI, les volumes de

► 2. Part des peu ou pas diplômés et cumul des facteurs de risque par EPCI



personnes peu ou pas diplômées peuvent être importants : 320 000 personnes au total sont concernées dans les agglomérations de Lille, Amiens et Arras.

D'autres facteurs de risque s'ajoutent au faible niveau de qualification : le lieu de scolarisation d'origine ou encore l'âge peuvent influencer le niveau de compétences. Dans la région, 4 EPCI, dont 3 dans l'Aisne, cumulent ces trois facteurs de risque. Par ailleurs, dans 7 EPCI (tels que Maubeuge Val de Sambre, Lens-Liévin, Creil Sud Oise, Saint-Quentinois...), la part des personnes ayant effectué une partie de leur scolarité en France mais l'ayant débutée à l'étranger est relativement forte, et se cumule au faible niveau de diplôme. De plus, dans 14 autres EPCI, principalement situés au nord de l'Aisne et sur le littoral de la Somme, la part élevée de personnes âgées de 50 à 64 ans se combine avec une proportion importante de personnes peu ou pas diplômées, renforçant les risques sur ces territoires. Enfin, 7 EPCI dont la communauté d'agglomération du Caudrésis et du Catésis et la communauté de communes du Grand Roye ne présentent pas de cumul de

facteurs de risque mais l'importance de la population peu ou pas diplômée constitue tout de même un enjeu majeur en matière de lutte contre l'illettrisme.

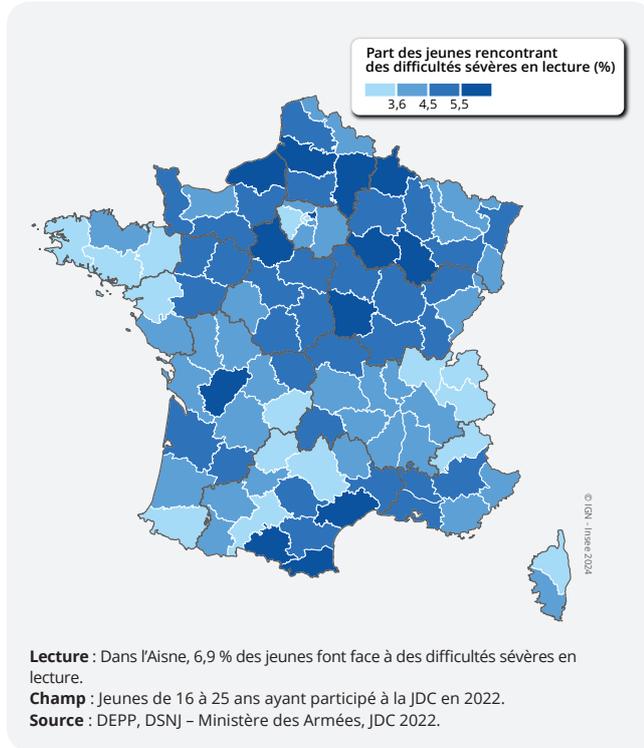
Dans les territoires à risque, davantage de chômeurs, d'inactifs et d'ouvriers

Les facteurs de risque identifiés vont souvent de pair avec d'importantes fragilités sociales. Par exemple, dans les EPCI où la part des peu ou pas diplômés dépasse 53 %, le **taux de pauvreté** atteint 20 % contre 18 % en moyenne régionale. Les politiques publiques de lutte contre l'illettrisme visent à accompagner les populations en difficulté dans leur apprentissage, parmi lesquelles les jeunes ► **encadré** et les chômeurs. Certaines catégories socioprofessionnelles font également partie des publics fragiles bien qu'en emploi : les ouvriers, notamment non qualifiés, mobilisant moins fréquemment l'écriture ou le calcul dans le cadre professionnel sont davantage confrontés au risque d'érosion des compétences.

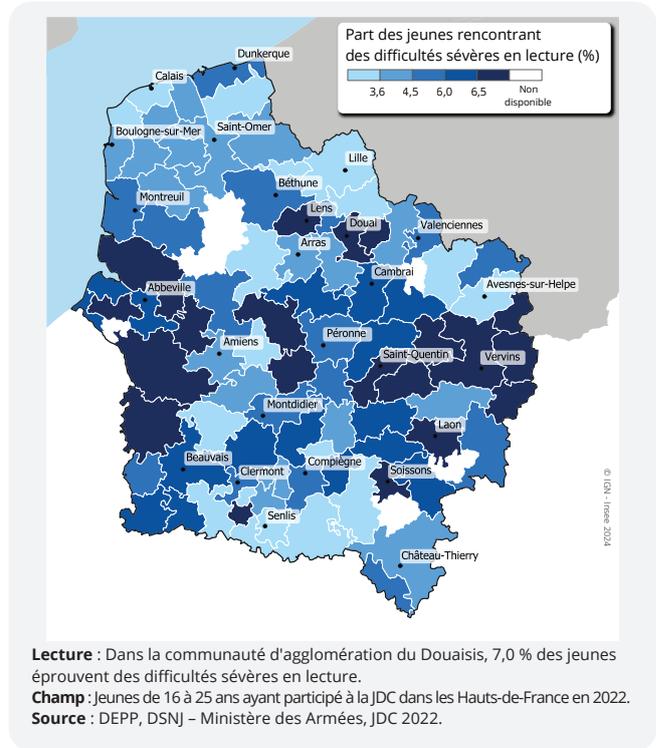
Encadré : Des difficultés en lecture plus marquées chez les jeunes de l'Aisne et de la Somme

En 2022, 4,8 % des jeunes âgés de 16 à 25 ans ayant participé à la Journée défense et citoyenneté (JDC, ► [sources](#)) dans les Hauts-de-France éprouvent des difficultés sévères en lecture, une proportion proche de la moyenne nationale (4,9 %, DROM compris). Ces jeunes souffrent notamment d'un déficit important de vocabulaire. Dans les départements de l'Aisne et de la Somme, les difficultés sévères en lecture sont plus marquées qu'en moyenne régionale (6,9 % et 5,6 %), à l'inverse de l'Oise (4,9 %), du Pas-de-Calais (4,8 %) et du Nord (4,3 %) ► [figure 3](#). Dans les EPCI où la part de personnes peu ou pas diplômées parmi les 18-64 ans est élevée, les jeunes éprouvent généralement davantage de difficultés en lecture ► [figure 4](#).

► 3. Part des jeunes rencontrant des difficultés sévères en lecture par département en 2022



► 4. Part des jeunes rencontrant des difficultés sévères en lecture dans les EPCI des Hauts-de-France en 2022

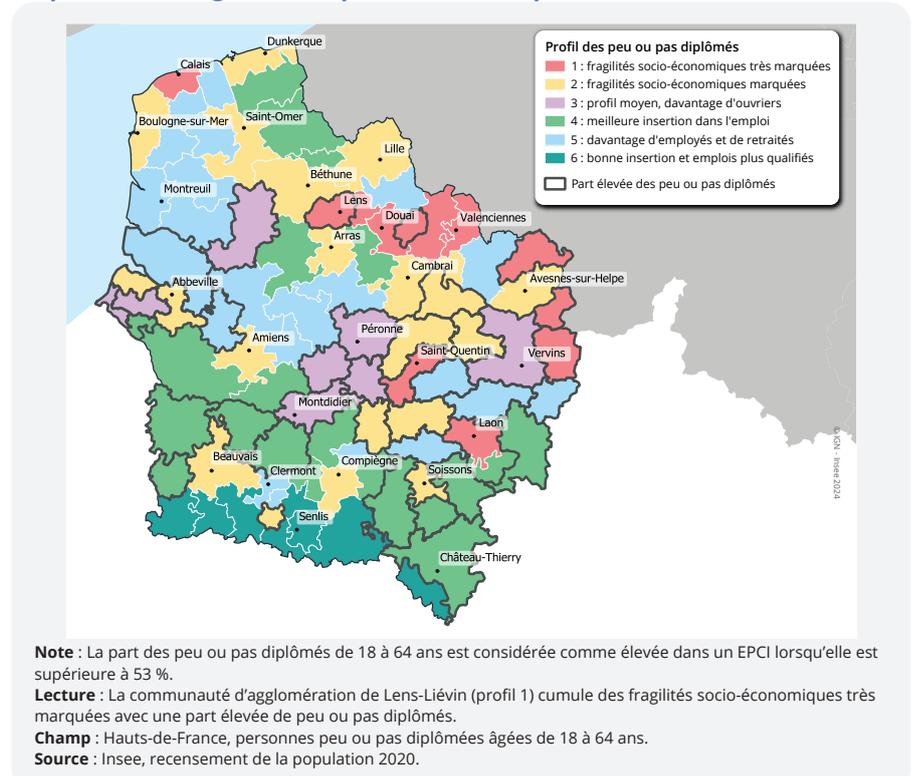


Outre la fréquence des personnes peu ou pas diplômées, les EPCI se distinguent par leur situation vis-à-vis de l'emploi (parts des chômeurs, des différentes catégories socioprofessionnelles...) ► [méthodologie](#). Ils peuvent ainsi être regroupés en 6 profils ► [figure 5](#). Trois d'entre eux se caractérisent par des fragilités socio-économiques marquées, parfois associées à d'importants volumes de personnes concernées.

Dans 12 EPCI sur les 92 de la région (**profil 1**), principalement situés dans le bassin minier, l'Aisne ou à Calais, les 390 000 personnes peu ou pas diplômées de 18 à 64 ans font face à des fragilités socio-économiques très marquées. Elles sont plus souvent confrontées au chômage (18 % contre 15 % en moyenne régionale) ou à l'inactivité (22 % contre 18 %) et ce, quelle que soit la tranche d'âge. La proportion de peu ou pas diplômés y est importante (52 %) et dépasse les 53 % dans la moitié de ces territoires dont Saint-Quentin, Lens et Maubeuge.

Dans 21 EPCI (**profil 2**) principalement composés d'agglomérations telles que la Métropole européenne de Lille (MEL),

► 5. Profils des personnes peu ou pas diplômées selon la situation en emploi et la catégorie socioprofessionnelle par EPCI



Amiens, Boulogne-sur-Mer, Dunkerque, Creil, Beauvais ou Cambrai, 17 % des peu ou pas diplômés sont au chômage et 18 % inactifs, des parts moindres que dans ceux du profil 1. Plus rare en proportion (43 %) et particulièrement dans la MEL (35 %), l'absence de diplôme concerne tout de même 735 000 personnes dont 255 000 dans la MEL. Les besoins restent donc importants en matière de lutte contre l'illettrisme. Quelques territoires plus ruraux (Cœur de l'Avesnois, Pays du Vermandois, la Terre des Deux Caps...) partagent ce profil mais avec des effectifs nettement plus faibles.

Au sein des 8 EPCI du **profil 3** principalement situés dans la Somme (Montdidier, Vimeu...), les 63 000 personnes peu ou pas diplômées de 18 à 64 ans restent proportionnellement les plus nombreuses (59 % contre 46 % dans la région) mais bénéficient d'une meilleure insertion, avec des niveaux d'inactivité et de chômage proches des moyennes régionales. Ces territoires se distinguent uniquement par la surreprésentation des ouvriers, une population à enjeu en

matière d'illettrisme. Ils y regroupent plus de la moitié des personnes peu ou pas diplômées.

Dans les territoires ruraux, des peu ou pas diplômés relativement moins nombreux et mieux insérés

Dans les EPCI des trois autres profils, les fragilités socio-économiques sont moins prégnantes.

Le **profil 4** regroupe 21 EPCI, principalement ruraux, s'étendant de l'est (Champagne Picarde) à l'ouest (Picardie verte) de l'ex-Picardie. Il intègre également les territoires des Flandres entre Lille et Dunkerque. L'insertion professionnelle des 180 000 peu ou pas diplômés s'y avère relativement favorable avec un **taux d'emploi** de 63 %. Néanmoins, le faible niveau de diplôme constitue un facteur de risque d'illettrisme pour ces territoires : les peu ou pas diplômés y représentent 49 % de la population des 18-64 ans, avec des parts dépassant les 53 % dans 11 EPCI.

Dans 22 autres EPCI (**profil 5**), eux aussi à dominante rurale, situés sur le littoral (La Baie de Somme), dans l'arrière-

pays (Desvres – Samer) ou à proximité de grandes agglomérations (Pévèle-Carembault, Pays de Mormal), l'insertion professionnelle des 180 000 peu ou pas diplômés est également meilleure qu'en moyenne régionale, en particulier sur des postes d'employés. Les retraités y sont aussi plus présents.

Enfin, les 74 000 peu ou pas diplômés habitant dans les 8 EPCI du **profil 6**, situés dans le sud de l'Oise et de l'Aisne, bénéficient de l'attractivité de la région francilienne. Près de 7 personnes faiblement diplômées sur 10 occupent un emploi, le chômage et l'inactivité étant bien en deçà des moyennes régionales. En outre, les métiers exercés sont plus souvent qualifiés comme en témoigne la surreprésentation des professions intermédiaires. Ces EPCI font, de plus, partie de ceux avec les parts les plus faibles de personnes peu ou pas diplômées. ●

Sophie Éblé, Amélie Fievet,
Insee Hauts-de-France

► Définitions

Dans l'étude, une personne **éprouvant de fortes difficultés** ne maîtrise pas les fondamentaux :

- à l'écrit lorsqu'elle a eu moins de 60 % de réussite à l'un des trois exercices portant sur les compétences fondamentales à l'écrit : lecture de mots, écriture de mots, compréhension de textes simples.
- en calcul lorsqu'elle a eu moins de 60 % de réussite aux questions de calculs.

Les personnes **peu ou pas diplômées** désignent celles ayant au maximum un brevet, CAP, BEP ou aucun diplôme.

Le **lieu où a débuté la scolarité** n'étant pas disponible dans le recensement de la population, on considère dans cette étude qu'une personne n'a pas débuté sa scolarité en France mais qu'elle y a effectué une partie de sa scolarité si elle est née à l'étranger et qu'elle est arrivée en France entre 7 et 15 ans.

Le **taux de pauvreté** monétaire mesure la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté, défini conventionnellement à 60 % du niveau de vie médian.

Le **taux d'emploi** rapporte le nombre de personnes en emploi à la population totale.

► Sources et Méthodologie

L'enquête **Formation tout au Long de la Vie (FLV)** a été réalisée en face-à-face de septembre 2022 à mars 2023 par l'Insee et la Dares. Elle fournit des données à l'échelle nationale mais ne permet pas de produire de résultats à un niveau régional.

Le volet « compétences » s'attache à évaluer les compétences en lecture et en écriture dans les gestes courants de la vie personnelle et professionnelle. Il permet notamment de mesurer l'illettrisme et comporte aussi un module sur l'usage d'Internet. Il a été proposé à près de 16 200 personnes âgées de 18 à 64 ans résidant en France et réalisé avec l'appui de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) et de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du Ministère de l'Éducation nationale.

Au cours de l'année 2022, plus de 750 000 jeunes âgés de 16 à 25 ans, de nationalité française dont 71 000 dans la région, ont pris part à une évaluation en lecture dans le cadre de la **Journée défense et citoyenneté (JDC)** organisée par la Direction du service national et de la jeunesse (DSNJ) du Ministère des Armées. Les jeunes sont considérés en difficultés sévères lorsqu'ils cumulent de très faibles capacités dans plusieurs dimensions du test.

La **typologie des EPCI** sur les peu ou pas diplômés des 18 à 64 ans est construite suivant une méthode de classification ascendante hiérarchique (CAH) sur les résultats d'une analyse en composantes principales (ACP). Les indicateurs retenus dans l'analyse concernent les parts des chômeurs, des inactifs, des actifs en emploi, des pré-retraités et retraités, des ouvriers en emploi, des employés en emploi et des autres catégories socioprofessionnelles en emploi.

Pour en savoir plus

- « [En 2022, un adulte sur dix rencontre des difficultés à l'écrit](#) », Insee Première n°1993, avril 2024.
- « [Illettrisme et innomérisme : 1 adulte sur 10 en forte difficulté](#) », ANLCI, septembre 2024.
- « [Journée défense et citoyenneté 2023 : un jeune Français sur vingt en situation d'illettrisme](#) », Note d'information n°24.32, DEPP, août 2024.

Direction régionale des
Hauts-de-France :
130 Avenue du Président
J.F. Kennedy
CS 70769 59034 Lille
Cedex

Directrice de la
publication :
Catherine Renne

Rédactrice en chef :
Audrey Baëhr

Secrétariat de rédaction :
Clotilde Demanne

ISSN 2493-1292 (papier)
ISSN 2492-4253 (web)
© Insee 2025

www.insee.fr
@ InseeHdf

